

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 juni 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,
J. MAYENCE-GOOSSENS

F. 86 — 281

**20 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon
relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu le décret du Conseil Régional Wallon du 30 avril 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu le décret du Conseil Régional Wallon du 25 juin 1985 modifiant le décret du 30 avril 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'avis du Ministre de l'Exécutif Régional Wallon ayant le budget dans ses compétences;

Considérant que le décret du 30 avril 1985 modifié le 25 juin 1985 relatif à l'octroi de subventions par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public entre en vigueur le 1er janvier 1986;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités et nomenclature des travaux subsidiés

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif Régional Wallon qui a dans ses attributions les matières visées à l'article 6, § 1er, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles.

— « Administration » : la Direction Générale des Pouvoirs Locaux.

— « Décret » : le décret régional wallon du 30 avril 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 25 juin 1985.

Art. 2. Dans la limite des crédits disponibles, des subventions peuvent être octroyées par le Ministre selon des dispositions du présent arrêté aux personnes morales visées à l'article 2 du décret pour :

a) la construction, l'amélioration et l'entretien extraordinaire de la voirie, laquelle comprend :

- les terrassements;
- la chaussée;
- les zones de stationnement construites sur le domaine public en annexe de la voirie;
- les filets d'eau;
- les bordures;
- les pistes cyclables;
- les ouvrages d'art.

b) les plantations accessoires à la voirie;

c) la signalisation de la voirie;

d) la construction et l'amélioration des égouts;

e) l'éclairage public;

f) les voies piétonnes, à l'exclusion des trottoirs, ainsi que leur entretien extraordinaire;

g) les essais géotechniques nécessaires à l'exécution de travaux repris au présent article 2;

h) la construction, l'agrandissement et la transformation de bâtiments communaux, à l'exclusion des écoles et des bibliothèques publiques;

i) la construction, l'agrandissement et la transformation de bâtiments appartenant à une association de communes dont sont seules membres des personnes de droit public;

j) la construction, les grosses réparations et les agrandissements des biens immobiliers nécessaires aux activités laïques;

k) la construction, les grosses réparations et les agrandissements de biens immobiliers nécessaires à l'exercice du culte;

l) la construction, l'agrandissement de bâtiments à l'usage de casernes et stations pour le service d'incendie.

CHAPITRE II. — Octroi de subventions pour l'acquisition de biens immeubles

Art. 3. Les subventions pour l'acquisition de biens immeubles peuvent être accordées, dans la limite des crédits budgétaires, à la condition que cette acquisition soit nécessaire à l'exécution des travaux visés à l'article 2.

Art. 4. Les subventions prévues à l'article 3 seront établies en excluant le coût du terrain.

Art. 5. Le dossier de demande de subvention doit notamment contenir :

- la décision du demandeur portant principe de l'acquisition du bien immeuble ainsi que son affectation;
- un extrait du plan cadastral;
- une estimation de la valeur du bien immeuble par le Comité d'acquisition d'immeubles.

CHAPITRE III. — Taux de la subvention

Art. 6. Le taux triennal uniforme de subvention se calcule comme suit :

- le taux de base de la subvention est forfaitaire et égal à 60 % du montant des travaux qui font l'objet de la promesse ferme de la dépense à subventionner pour les travaux visés à l'article 2;
- le taux de base de la subvention est égal à 60 % du montant maximum égal à l'estimation du Comité d'acquisition d'immeubles pour l'acquisition de biens immeubles.

Art. 7. Pour les subventions visées au présent arrêté, la dépense à prendre en considération s'entend du coût des travaux tel qu'il résulte de l'adjudication, à l'exclusion de toute révision contractuelle ou de toute adjonction de travaux supplémentaires.

Ne sont pas subventionnés, les frais d'études et les frais généraux exposés par le maître d'ouvrage.

Le montant de la subvention est calculé forfaitairement. Toutefois, lorsque le décompte final des travaux proprement dits, à l'exclusion des décomptes contractuels en plus, est inférieur à celui retenu pour le calcul de la subvention, celui-ci est revu sur base de la dépense réelle relative aux postes subventionnés.

Si les travaux sont exécutés en régie, le subside est calculé, soit sur la dépense réelle, soit sur le montant du devis approuvé suivant que la dépense réelle est égale ou supérieure au devis approuvé.

Le montant du subside est arrondi au millier de franc inférieur.

A l'exception de la participation des provinces et du produit éventuel des redevances, toute autre intervention que celle du maître de l'ouvrage est déduite du montant total de la dépense à subventionner.

CHAPITRE IV. — Paiement et contrôle

Art. 8. Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, l'allocataire reconnaît à la Région le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des Fonds attribués. Ce contrôle est effectué par les agents de l'Administration.

Art. 9. Pour les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles, l'allocataire transmettra à l'Administration une copie de l'acte authentique d'achat certifiée conforme.

La liquidation et le paiement de la subvention auront lieu dans un délai de quatre mois à dater de la réception par l'Administration de la demande d'octroi.

CHAPITRE V. — Documents à fournir

Art. 10. Les cahiers spéciaux des charges régissant les travaux doivent être conformes aux cahiers des charges type et aux circulaires en vigueur en Région Wallonne.

Art. 11. Le projet d'investissement définitif qui comprend le dossier relatif à l'attribution du marché est adressé en double exemplaires au Ministère de la Région Wallonne.

Ce dossier contiendra notamment :

- la copie certifiée conforme du programme triennal d'investissements d'intérêt public approuvé par le Ministre;
- la copie certifiée conforme :
 - de la convention à conclure entre le demandeur et l'auteur de projet établie conformément à la convention-type adoptée par l'Exécutif;
 - des autres soumissions ou offres reçues;
 - du procès-verbal d'ouverture des soumissions ou offres;
 - de la délibération motivée du maître de l'ouvrage désignant l'attributaire;
 - du rapport d'attribution du marché tenant compte des corrections, erreurs, omissions et irrégularités diverses éventuellement constatées;
 - des documents relatifs à l'agrément de l'entrepreneur adjudicataire et à sa situation à l'égard de l'O.N.S.S.;
- l'exemplaire du cahier spécial des charges ayant servi de base à la passation du marché.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 12. Pour les dossiers de demande de subside introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la procédure suivante sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 1986 :

1. Dossier introduit pour l'obtention d'une promesse de principe de subside et repris dans le programme triennal des travaux approuvé par le Ministre. Le présent arrêté est d'application.

2. Dossier introduit pour l'obtention d'une promesse de principe de subside et non repris dans le programme triennal des travaux approuvé par le Ministre.

La demande ne sera pas prise en considération.

3. Dossier introduit pour l'obtention de la promesse ferme de subside. L'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 est d'application.

Art. 13. Le Ministre de la Région Wallonne qui a les travaux subsidiés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa parution au *Moniteur belge*.
Namur, le 20 novembre 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

ÜBERSETZUNG

D. 86 — 281

20. NOVEMBER 1985. — Erlass des Wallonischen Regionalen Exekutive
über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juni 1985 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers der Wallonischen Regionalen Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

In der Erwägung, dass das am 25. Juni abgeänderte Dekret vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt, am 1. Januar 1986 in Kraft tritt;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

Beschliesst die Wallonische Regionalen Exekutive :

KAPITEL I. — *Allgemeines und Verzeichnis der bezuschussten Arbeiten*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalen Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die in Artikel 6, § 1, VIII, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sur Reform der Institutionen aufgeführten Angelegenheiten gehören;

— « Verwaltung » : die Generaldirektion der Lokalen Behörden;

— « Dekret » : das Dekret der Wallonischen Region vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juni 1985.

Art. 2. Soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben, kann der Minister den in Artikel 2 des Dekrets angeführten juristischen Personen gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Zuschüsse gewähren für :

a) den Bau, die Verbesserung und den aussergewöhnlichen Unterhalt des Strassen- und Wegenetzes, das folgendes umfasst :

- die Erdarbeiten,
- die Fahrbahn,
- die Parkplätze, die als Nebenanlagen zum Strassen- und Wegenetz auf öffentlichem Gut angelegt sind,
- die Rinnsale,
- die Bordsteine,
- die Radwege,
- die Bauwerke;

b) Anpflanzungen, die zum Strassen- und Wegenetz gehören;

c) die Beschilderung des Strassen- und Wegenetzes;

d) den Bau und die Verbesserung der Kanalisation;

e) die öffentliche Beleuchtung;

f) die Fussgängerwege, mit Ausnahme der Bürgersteige und deren aussergewöhnlichen Unterhalt;

g) die geotechnischen Versuche, die für die Ausführung der in diesem Artikel 2 aufgeführten Arbeiten notwendig sind;

h) den Bau, den Ausbau und den Umbau von kommunalen Gebäuden, mit Ausnahme der Schulen und der öffentlichen Bibliotheken;

i) den Bau, den Ausbau und den Umbau von Gebäuden, die einer Gemeindevereinigung gehören, deren Mitglieder nur Personen öffentlichen Rechts sind;

j) den Bau und den Ausbau von Immobilien, die für nichtkonfessionelle Aktivitäten notwendig sind, sowie für umfangreiche Reparaturen an diesen Immobilien;

k) den Bau und den Ausbau von Immobilien, die für die Ausübung der Kulte notwendig sind, sowie für umfangreiche Reparaturen an diesen Immobilien;

l) den Bau, den Ausbau von Gebäuden, die als Kasernen und Standorte für den Feuerwehrdienst benutzt werden.

KAPITEL II. — *Gewährung von Zuschüssen für den Erwerb von Immobilien*

Art. 3. Die Zuschüsse für den Erwerb von Immobilien können gewährt werden, soweit es die verfügbaren Haushaltsmittel erlauben und unter der Bedingung, dass dieser Erwerb notwendig ist für die Ausführung der in Artikel 2 aufgeführten Arbeiten.

Art. 4. Die in Artikel 3 vorgesehenen Zuschüsse werden ohne Berücksichtigung des Grundstückspreises berechnet.

Art. 5. Die Akte des Antrags auf Bezuschussung muss namentlich folgendes enthalten:

- den Beschluss des Antragstellers über den Erwerb der Immobilie und deren Bestimmung;
- einen Auszug aus dem Katasterplan;
- eine Taxation der Immobilie durch den Ausschuss für den Erwerb von Immobilien oder den Einnahmer des Registrierungsamtes.

KAPITEL III. — Satz des Zuschusses

Art. 6. Der einheitliche Dreijahressatz des Zuschusses wird wie folgt berechnet:

- für die in Artikel 2 aufgeführten Arbeiten ist der Richtsatz pauschal auf 60 % der Kosten der Arbeiten festgelegt worden, die in dem festen Versprechen zur Gewährung eines Zuschusses zu den Ausgaben vorgesehen sind;
- für den Erwerb von Immobilien beträgt der Richtsatz 60 % des Höchstbetrags, der dem durch den Ausschuss für den Erwerb von Immobilien festgelegten Schätzwert entspricht.

Art. 7. Für die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Zuschüsse versteht man unter bezuschussbaren Ausgaben die Kosten der Arbeiten, wie sie sich aus der Ausschreibung ergeben, mit Ausnahme jeglicher vertraglichen Revision oder jeglicher Mehrarbeit.

Die vom Bauherrn ausgelegten Untersuchungs- und Gemeinkosten werden nicht bezuschusst.

Die Höhe des Zuschusses wird pauschal berechnet. Wenn nun aber die Endabrechnung der eigentlichen Arbeiten, mit Ausnahme der vertraglichen Zusatzabrechnungen, unter dem Betrag liegt, der als Grundlage für die Berechnung des Zuschusses gedient hat, wird dieser aufgrund der tatsächlichen Ausgaben für die bezuschussten Posten revidiert.

Wenn die Arbeiten in Regie durchgeführt werden, wird der Zuschuss entweder aufgrund der tatsächlichen Ausgaben oder aufgrund des genehmigten Kostenanschlags berechnet, je nachdem ob die tatsächlichen Ausgaben dem genehmigten Kostenanschlag entsprechen oder ihn übersteigen.

Der Zuschuss wird auf das untere Tausend abgerundet.

Abgesehen von der Beteiligung der Provinzen und den eventuellen Einnahmen an Gebühren wird jede andere Beteiligung als die des Bauherrn von der Gesamtsumme der bezuschussbaren Ausgaben abgezogen.

KAPITEL IV. — Zahlung und Kontrolle

Art. 8. Allein durch die Tatsache, dass der Zuschussempfänger den Zuschuss annimmt, räumt er der Region das Recht ein, die Verwendung der gewährten Mittel an Ort und Stelle kontrollieren zu lassen. Diese Kontrolle wird von den Bediensteten der Verwaltung durchgeführt.

Art. 9. Für Zuschüsse, die sich auf den Erwerb von Immobilien beziehen, übermittelt der Zuschussempfänger der Verwaltung eine beglaubigte Kopie des authentischen Kaufbriefes.

Ausschüttung und Zahlung des Zuschusses erfolgen innerhalb vier Monaten ab dem Tag, an dem der Antrag auf Bezuschussung bei der Verwaltung eingegangen ist.

KAPITEL V. — Beizubringende Unterlagen

Art. 10. Die Sonderlastenhefte zur Bestimmung der Arbeiten müssen übereinstimmen mit den Musterlastenheften und Rundschreiben, die in der Wallonischen Region gelten.

Art. 11. Das definitive Investitionsprojekt, das die Akte über die Vergabe des Auftrags enthält, wird in zweifacher Ausfertigung an das Ministerium der Wallonischen Region gesandt.

Diese Akte enthält namentlich:

- eine beglaubigte Kopie des vom Minister genehmigten Dreijahresprogramms der gemeinnützigen Investitionen;
- eine beglaubigte Kopie:
 - der berücksichtigten Submission oder des gewählten Angebots;
 - des Abkommens, das zwischen dem Antragsteller und dem Urheber des Projekts zu schliessen ist und gemäss dem von der Exekutive angenommenen Musterabkommen erstellt werden muss;
 - der anderen eingegangenen Submissionen oder Angebote;
 - des Protokolls über die Eröffnung der Submissionen oder Angebote;
 - des begründeten Beschlusses des Bauherrn, mit dem er den Auftragsempfänger bestimmt;
 - des Berichtes über die Vergabe des Auftrags, in dem die eventuell festgestellten Berichtigungen, Fehler, Unterlassungen und Unregelmässigkeiten berücksichtigt werden;
 - der Unterlagen bezüglich der Zulassung des Unternehmens, dass den Auftrag erhält, sowie über seine Lage im Hinblick auf das LASS;
 - das Exemplar des Sonderlastenheftes, das bei der Vergabe des Auftrags als Grundlage gedient hat.

KAPITEL VI. — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 12. Für die Anträge auf Bezuschussung, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, gilt ab dem 1. Januar 1986 folgendes Verfahren:

1. Die Akte ist eingereicht worden, um ein Grundsatzversprechen zur Gewährung eines Zuschusses zu erhalten, und ist in dem vom Minister genehmigten Dreijahresprogramm enthalten.

Der vorliegende Erlass kommt zur Anwendung.

2. Die Akte ist eingereicht worden, um ein Grundsatzversprechen zur Gewährung eines Zuschusses zu erhalten, ist aber nicht in dem vom Minister genehmigten Dreijahresprogramm enthalten.

Der Antrag wird nicht berücksichtigt.

3. Die Akte ist eingereicht worden, um das feste Versprechen zur Gewährung eines Zuschusses zu erhalten.

Der Regentenerlass vom 2. Juli 1949 kommt zur Anwendung.

Art. 13. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die bezuschussten Arbeiten gehören, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 14. Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Namür, den 20. November 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,
A. DAMSEAUX

VERTALING

N. 86 — 281

20 NOVEMBER 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut verleend worden

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 30 april 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut verleend worden;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juni 1985 tot wijziging van het decreet van 30 april 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut verleend worden;

Gelet op het advies van de Minister van de Waalse Gewestexecutievè tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Overwegende dat het op 25 juni 1985 gewijzigde decreet van 30 april 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut verleend worden, op 1 januari 1986 in werking treedt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op voordracht van de Minister belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen en aard van de gesubsidieerde werken

Artikel 1. In de zin van onderhavig besluit dient te worden verstaan onder :

— « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid de materies bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen behoren.

— « Bestuur » : de Algemene Directie van de Lokale Besturen.

— « Decreet » : het decreet van de Waalse Gewestraad van 30 april 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut verleend worden, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juni 1985.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kunnen toelagen door de Minister volgens bepalingen van onderhavig besluit verleend worden aan de in artikel 2 bedoelde rechtspersonen voor :

a) de aanleg, de verbetering en het buitengewone onderhoud van het wegnennet, dat omvat :

- de grondwerken;
- de rijweg;
- de parkeerzones aangelegd op openbaar grondgebied bij het wegnennet;
- de goten;
- de trottoirbanden;
- de fietspaden;
- de kunstwerken;

b) de beplantingen die deel uitmaken van het wegnennet;

c) de signalisatie van de wegen;

d) de aanleg en de verbetering van rioleringen;

e) de openbare verlichting;

f) de voetgangerswegen, met uitsluiting van de voetpaden, alsmede het buitengewone onderhoud ervan;

g) het geotechnisch onderzoek dat nodig is voor het uitvoeren van de in onderhavig artikel 2 vermelde werken;

h) het bouwen, het vergroten en het verbouwen van gemeentelijke gebouwen, met uitsluiting van de scholen en van de openbare bibliotheken;

i) het bouwen, het vergroten en het verbouwen van gebouwen die tot een vereniging van gemeenten behoren waarvan slechts publiekrechtelijke personen leden zijn;

j) het bouwen, de grove herstellingen en het vergroten van de onroerende goederen die voor niet-confessionele activiteiten nodig zijn;

k) het bouwen, de grove herstellingen en het vergroten van onroerende goederen die voor de uitoefening van de eredienst nodig zijn;

l) het bouwen, het vergroten van gebouwen ten gebruik van kazernen en brandweerposten.

HOOFDSTUK II. — Verlening van toelagen voor de aankoop van onroerende goederen

Art. 3. De toelagen voor de aankoop van onroerende goederen kunnen binnen de perken van de begrotingskredieten verleend worden op voorwaarde dat deze aankoop voor de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde werken noodzakelijk is.

Art. 4. De in artikel 3 voorziene toelagen zullen vastgesteld worden zonder rekening te houden met de grondprijs.

Art. 5. Het dossier betreffende de toelageaanvraag moet onder andere wat volgt bevatten :

- de beslissing van de aanvrager betreffende de aankoop van het onroerend goed alsmede de bestemming ervan;
- een uittreksel van de kadastrale kaart;
- een raming van de waarde van het onroerend goed door het Comité tot aankoop van onroerende goederen of door de ontvanger der registratie.

HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de toelagen*

Art. 6. Het uniforme driejaarlijkse percentage van de toelage wordt als volgt berekend :

- voor de in artikel 2 bedoelde werken is het basispercentage van de toelage forfaitair, belopend 60 % van de kosten der werken die voor de vaste belofte van de te subsidiëren uitgave in aanmerking komen;
- voor de aankoop van onroerende goederen belooft het basispercentage van de toelage 60 % van het maximumbedrag dat overeenstemt met de raming door het Comité tot aankoop van onroerende goederen.

Art. 7. Voor de in dit besluit bedoelde toelagen stemt de in aanmerking te nemen uitgave met de kosten van de werken overeen, zoals die uit de aanbesteding voortvloeien, met uitsluiting van iedere contractuele herziening of van iedere toevoeging van bijkomende werken.

De studiekosten en de algemene onkosten die door het opdrachtgevend bestuur voorgeschoten worden, komen niet in aanmerking voor de toelage.

Het bedrag van de toelage wordt forfaitair berekend. Maar wanneer de eindverrekening van de eigenlijke werken, met uitsluiting van de bijkomende contractuele verrekeningen, lager is dan degene die voor de berekening van de toelage in aanmerking komt, dan wordt deze berekening herzien op basis van de wezenlijke uitgave voor de gesubsidieerde posten.

Indien de werken in eigen beheer uitgevoerd worden, wordt de toelage berekend, ofwel op de wezenlijke uitgave, ofwel op het bedrag van de goedgekeurde kostenraming, naar gelang de wezenlijke uitgave gelijk is aan of hoger is dan de goedgekeurde kostenraming.

Het bedrag van de toelage wordt op de duizend frank naar beneden afgerond.

Met uitzondering van de provinciale tussenkomst van de gebeurlijke opbrengst van de retributies wordt elke andere bijdrage dan die van het opdrachtgevend bestuur van het totaal bedrag der te subsidiëren uitgave afgetrokken.

HOOFDSTUK IV. — *Betaling en toezicht*

Art. 8. Door het blote aannemen van de toelage erkent de toelageontvanger het recht van het Gewest om een toezicht op de aanwending van de toegekende gelden ter plaatse te laten uitoefenen. Deze controle wordt door de beambten van het Bestuur uitgeoefend.

Art. 9. Voor de toelagen betreffende de aankoop van onroerende goederen moet de toelageontvanger een gewaarmerkt conform afschrift van de oorspronkelijke aankoopakte aan het Bestuur toezenden.

De vereffening en de betaling van de toelage zullen binnen een termijn van vier maanden gebeuren te rekenen van de ontvangst van de toelageaanvraag door het Bestuur.

HOOFDSTUK V. — *Over te leggen bescheiden*

Art. 10. Het bestek van de werken moet in overeenstemming zijn met het type-bestek en de rondzendbrieven die van kracht zijn in het Waalse Gewest.

Art. 11. Het definitieve investeringsprogramma dat het dossier betreffende de toewijzing van de opdracht bevat, wordt in tweevoud aan het Ministerie van het Waalse Gewest toegezonden.

Dit dossier zal onder andere volgende stukken bevatten :

- het gewaarmerkt conform afschrift van het driejarige programma van de investeringen van openbaar nut dat door de Minister goedgekeurd is;
- het gewaarmerkt conform afschrift van :
 - de in aanmerking genomen inschrijving of aanbieding;
 - de tussen aanvrager en maker van het ontwerp te sluiten overeenkomst, opgemaakt overeenkomstig de door de Executieve goedgekeurde type-overeenkomst;
 - de andere ingediende inschrijvingen of aanbiedingen;
 - het proces-verbaal van de opening der inschrijvingen of aanbiedingen;
 - de met redenen omklede beslissing van het opdrachtgevend bestuur die de opdracht-ontvanger aanwijst;
 - het verslag van de toewijzing van de opdracht met de eventueel vastgestelde verschillende verbeteringen, vergissingen, weglatingen of onregelmatigheden;
 - de bescheiden betreffende de erkenning van de aannemer en diens toestand ten opzichte van de RSZ;
 - het exemplaar van het bestek dat als grondslag voor de gunning van de opdracht gebruikt werd.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. Voor de dossiers betreffende toelageaanvragen die vóór de dag van inwerkingtreding van dit besluit ingediend zijn, zal volgende procedure vanaf 1 januari 1986 toegepast worden :

1. Dossier ingediend om een principebelofte van toelage te verkrijgen en opgenomen in het door de Minister goedgekeurde driejarige programma van de werken. Onderhavig besluit is van toepassing.

2. Dossier ingediend om een principebelofte van toelage te verkrijgen en niet opgenomen in het door de Minister goedgekeurde driejarige programma van de werken. De aanvraag zal niet in aanmerking genomen worden.

3. Dossier ingediend om de vaste belofte van toelage te verkrijgen. Het besluit van de Regent van 2 juli 1949 is van toepassing.

Art. 13. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de gesubsidieerde werken behoren, wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking vanaf zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.
Namen, 20 november 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Economie,
J.-M. DEHOÛSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

F. 86 — 282

2 OCTOBRE 1985

Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant nomination d'un directeur d'administration

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 83 et 87;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat tel que modifié par des arrêtés royaux ultérieurs, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 septembre 1984 fixant le cadre du personnel du Ministère de la Région wallonne;

Considérant que l'emploi de directeur d'administration à la Direction d'administration de l'Energie et des Technologies nouvelles est vacant dans les cadres permanents du Ministère de la Région wallonne et que cette vacance a été officiellement constatée par l'Exécutif régional wallon;

Considérant qu'en raison de l'importance de la fonction, il est d'une impérieuse nécessité de pourvoir à cette vacance sans autre délai;

Considérant que l'Exécutif a constaté l'impossibilité de pourvoir à l'emploi vacant par concours, promotion, changement de grade ou transfert d'un agent;

Considérant que le Ministre-Président, au nom de l'Exécutif régionale wallon, a consulté le Secrétaire permanent au Recrutement le 28 février 1985 sur la nécessité de recourir à l'application de l'article 18 du statut des agents de l'Etat;

Considérant que l'Exécutif régional wallon a fait connaître par avis publié au *Moniteur belge* du 24 avril 1985 son intention de recourir à la procédure prévue par l'article 18 précité; que cette communication fait mention de la demande d'avis du Secrétaire permanent au Recrutement et précise les conditions exigées, le délai et les modalités d'introduction des candidatures;

Considérant qu'au terme de la procédure prévue par l'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et qu'au vu des avis requis par ledit article, l'Exécutif a décidé, en sa séance du 3 juillet 1985, de nommer à l'emploi en cause M. Jacques Diez, lequel s'est ensuite désisté.

Considérant qu'après comparaison des autres candidatures recevables, l'Exécutif a désigné M. Michel De Waele comme étant la personne appelée à bénéficier de la dérogation prévue par l'article 18, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937;

Considérant que le conseil de direction a émis, en ses séances des 26 et 30 septembre 1985, l'avis prévu par l'article 18 précité sur la personne de M. Michel De Waele;

Considérant que le conseil de direction reconnaît la haute valeur administrative, scientifique, technique ou artistique de M. Michel De Waele;

Considérant que M. Michel De Waele remplit les conditions fixées par l'avis publié au *Moniteur belge* du 24 avril 1985 et qu'en raison de sa formation et de son expérience, il possède la haute valeur administrative, scientifique ou technique exigée;

Considérant que la procédure prévue par l'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat a été suivie;

Considérant que pour le recrutement de l'intéressé, il est indispensable de déroger aux articles 15, 16, 17, 17bis, 19 à 24, 27 à 33bis et 42 de la partie III de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du Secrétaire permanent au Recrutement;

Vu l'avis du conseil de direction;

Vu la délibération de l'Exécutif régional wallon du 2 octobre 1985,

Arrête :

Article 1er. M. Michel De Waele est nommé directeur d'administration à la Direction d'administration de l'Energie et des Technologies nouvelles du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 14 octobre 1985.